

Direction Jeunesse, Développement Associatif

Objet | Convention de mise à disposition des locaux, entre la VILLE DE CENON et l'Association « Centre de Prévention et de Loisirs des Jeunes de Cenon (CPLJ) » Reconduction - Avenant 2

Monsieur Jean-François Egron, Maire de CENON,

Vu, la délégation de pouvoirs accordée par délibération 2020-19 du Conseil Municipal du 28 mai 2020, en vertu des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu, les actions de partenariat menées avec les associations, sur l'ensemble du territoire municipal, afin de développer la participation des habitants ;

Vu, les objectifs arrêtés par l'association, à savoir :

- *Prévention de la délinquance et apprentissage de la citoyenneté par la création, l'organisation et l'animation d'actions éducatives culturelles sportives et de loisirs en faveur des jeunes, âgés de 9 à 17 ans.*

Considérant l'utilité de mettre à la disposition des associations, des locaux pour mener ces actions et développer la vie associative :

DECIDE

Article 1^{er}

Par convention du 12 mai 2021, la Ville de CENON mettait à la disposition de l'association «**Centre de Prévention et de Loisirs des Jeunes de Cenon (CPLJ)**» les anciens bureaux de la mairie annexe à titre exclusif ainsi que des salles à usage occasionnel du Pôle Social de la Marègue, appartenant à la commune, située Avenue Georges Clemenceau à Cenon. La Ville de Cenon consent à prolonger la convention précitée jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 2

La convention est, en conséquence, modifiée dans son seul article 12.

Article 3

Conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision sera soumise aux mêmes règles de publicité et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal et fera l'objet d'une communication lors de la prochaine réunion.

Fait à Cenon, le 23 janvier 2023

Jean-François EGRON

Maire de Cenon

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213301195-20230201-2023-16-DM-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/02/2023

Publication : 02/02/2023

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

N° de feuillet